

Bordeaux: Avec son action en justice contre Ford, la CGT «tente l'exploit» pour sauver le site de Blanquefort

USINE La CGT va demander l'aide de l'Etat dans son assignation du constructeur automobile

20 Minutes avec AFP

Publié le 02/05/19 à 12h09 — Mis à jour le 02/05/19 à 12h18



Philippe Poutou devant l'usine Ford de Blanquefort lors d'un débrayage, le 5 mars 2018. — *M.Bosredon/20Minutes*

- Le syndicat majoritaire au sein de l'usine va assigner Ford pour « absence de motif économique » motivant son projet de fermeture de l'établissement.
- Ford a rejeté au début de l'année un projet de reprise de l'usine de Blanquefort, près de Bordeaux, du groupe industriel Punch.
- Salariés, syndicats, élus et même le Président de la République avaient alors dénoncé l'attitude de Ford dans ce dossier.

La [CGT de Ford-Blanquefort](#) en Gironde (850 emplois) va demander « l'aide de l'Etat » pour appuyer [son action en justice contre le constructeur](#) qu'elle accuse de vouloir fermer l'usine malgré « l'absence de motif économique », a annoncé jeudi son avocat, Me Philippe Brun.

[Philippe Poutou](#) (délégué CGT de Ford-Blanquefort) a été récemment reçu à Bercy qui « a pris connaissance de notre assignation et va nous donner réponse cette semaine », a précisé Me Brun. Le ministère de l'Economie « se charge aussi de nous obtenir un rendez-vous très rapidement avec le président de la République », a-t-il ajouté.

« Tout le monde est d'accord »

Le groupe américain, qui avait annoncé en février 2018 son intention de se désengager de Blanquefort, a refusé en début d'année l'offre du seul repreneur en lice, le [strasbourgeois Punch-Powerglide](#). Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire s'était beaucoup impliqué dans ce dossier, mais sans succès.

« Tout le monde est d'accord, les salariés, les syndicats, les collectivités territoriales, et l'Etat, jusqu'au plus haut niveau, pour dénoncer le rejet de cette offre », a assuré Me Brun. « Emmanuel Macron avait même qualifié ce rejet d'acte "lâche, hostile et incompréhensible" », a-t-il souligné. En conséquence, la CGT demande « l'appui de l'Etat en tant qu'intervenant volontaire dans la procédure » qui va être initiée contre Ford, a ajouté l'avocat du syndicat majoritaire, sur le site.

« Essayer d'empêcher la fermeture »

« On tente l'exploit, a expliqué Philippe Poutou. On va utiliser cet outil judiciaire et s'appuyer sur les déclarations du ministre (Bruno Le Maire), sur les déclarations du président (de la République), sur la dénonciation qu'ils ont faite de la politique de Ford, des choix de Ford, pour essayer d'empêcher la fermeture de l'usine et les licenciements ».

La CGT, qui devrait déposer son assignation vendredi au TGI de Bordeaux, avait annoncé mercredi son intention d'aller devant les tribunaux.

Implantée à Blanquefort en 1972, l'usine est programmée pour fermer le 30 septembre. Toute production aura cessé fin juillet. Le site, qui produit des boîtes de vitesse, a employé jusqu'à 3.600 salariés.